

Votons Philippe Poutou !

mercredi 18 avril 2012, par [SABADO François](#) (Date de rédaction antérieure : 12 avril 2012).

Nous approchons du premier tour des présidentielles. Tout est possible, même la réélection de Sarkozy. De son côté, Philippe Poutou continue de défendre les droits des travailleurEs et de la population, avant, pendant et après les élections !

À dix jours du scrutin, rien n'est joué. Tout peut arriver. Il y a six mois, après la primaire socialiste, tous les observateurs donnaient Hollande gagnant, assurant l'alternance sociale-libérale tranquille. Aujourd'hui, la situation reste ouverte, rien n'est à écarter, même une victoire de Sarkozy !

Et pourtant, le rejet du président sortant n'a jamais été aussi fort. Il incarne l'austérité de droite, la « règle d'or européenne » qui corsete les budgets publics, les intérêts des plus riches. Alors, il radicalise sa politique, toujours plus à droite : une politique xénophobe et sécuritaire mais aussi l'affrontement contre les syndicats. Son objectif : reconquérir une partie substantielle de l'électorat du Front national. Résultat, les électeurs préférant l'original à la copie, Marine Le Pen, reste aujourd'hui haut, trop haut dans les sondages.

Mais la force de Sarkozy n'est pas dans son propre camp, elle est dans la faiblesse de la campagne de Hollande. Inscrivant sa politique dans les grandes lignes des choix de l'Union européenne, il annonce une « austérité de gauche ». Dès qu'il s'avance sur une mesure de gauche, comme la création de postes dans l'enseignement, c'est pour hésiter, reculer, s'excuser et dire qu'il supprimera des emplois publics dans d'autres secteurs pour respecter les équilibres. Les classes populaires sentent bien qu'un gouvernement Hollande risque, en fait, d'être un gouvernement « Hollandréou », reprenant les politiques d'austérité qu'ont menées ses homologues grec, portugais et espagnol. C'est d'ailleurs une des explications des prévisions d'une abstention massive : plus de 30 % !

Du coup, la faible dynamique de la campagne socialiste bénéficie à la campagne de Mélenchon. Le succès du Front de Gauche exprime aujourd'hui la résistance des classes populaires à l'austérité. Au-delà de la politique des dirigeants, il y a le refus de l'austérité de gauche que nous promet le PS. Nous partageons nombre de revendications ou de mobilisations avec les militantEs du Front de Gauche, et une nouvelle fois, nous proposons de « frapper ensemble » contre le gouvernement et les capitalistes, que ce soit pour défendre l'emploi ou les droits démocratiques, et avant tout ceux des sans-papiers.

Mais à la différence du Front de Gauche, nous ne pensons pas qu'on puisse défendre les revendications des travailleurEs et maintenir l'ambiguïté sur les alliances possibles avec les dirigeants socialistes. Si la gauche gagne, le Front de Gauche décidera de sa participation gouvernementale au lendemain des élections législatives. Dont acte. Mais, dès aujourd'hui, il revendique la participation à une nouvelle majorité de gauche. Comment combattre, alors, l'austérité de gauche et demander une alliance parlementaire avec ceux-là mêmes qui veulent imposer cette politique ?

Il faut dégager Sarkozy, mais si Hollande gagne, ne faudra-t-il pas une opposition de gauche unitaire à sa politique ? Le NPA répondra présent ! Et les dirigeants du Front de Gauche ?

Avec Philippe Poutou, les choses sont claires. Son programme, c'est l'inverse des politiques actuelles. Les classes dominantes et les gouvernements nous conduisent à la récession : licenciements, baisse du pouvoir d'achat, destruction des services publics. Elles veulent faire payer la crise aux peuples, nous voulons faire payer la crise aux capitalistes, et à eux seuls.

Au contraire, le candidat du NPA défend un « bouclier social », un plan d'urgence contre la crise : interdiction des licenciements, réduction du temps de travail à 32 heures, développements des services publics et création de centaines de milliers d'emplois publics, augmentation de tous les salaires de 300 euros net, pas de revenus au-dessous de 1 700 euros, le droit à la retraite à 60 ans avec 37, 5 annuités !

Priorité doit être donnée aussi à la sortie du nucléaire en dix ans et à une planification écologique qui socialise le secteur de l'énergie pour assurer une reconversion énergétique qui assure les besoins de la population et crée des centaines de milliers de nouveaux emplois.

De l'argent pour appliquer ce programme, il y en a : en taxant les énormes profits des grandes entreprises, en annulant la dette et en imposant une fiscalité anticapitaliste qui prenne aux plus riches pour satisfaire les besoins des classes populaires.

Pour réaliser ces objectifs, il ne faudra pas hésiter à affronter les capitalistes, à enlever le pouvoir aux banquiers, à exproprier les banques en les nationalisant sous contrôle des travailleurEs et des citoyenNEs !

Cette politique exige de nouveaux rapports de forces, une mobilisation sociale exceptionnelle, de nouveaux Mai 68 et Juin 36 victorieux.

Au-delà des échéances électorales, il faut s'y préparer.

C'est ce que défend Philippe Poutou !

François Sabado

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 144 (12/04/12).